

Eurosatory 2026 : quand l'industrie répond aux nouveaux besoins de la Défense



Jamais le Luxembourg n'avait été aussi présent à Eurosatory. Vingt-sept exposants sur le pavillon national, une première stratégie industrielle de défense adoptée au printemps : le Grand-Duché change d'échelle. En toile de fond, l'édition 2026 du salon parisien — la plus grande de son histoire — confirme que la défense mondiale est entrée dans une nouvelle ère, celle de la réindustrialisation.

Des chars de combat, des missiles, des drones par centaines, des officiers en uniforme venus des quatre coins du monde pour passer commande. L'édition 2026 d'**Eurosatory**, qui s'est déroulée du 15 au 19 juin 2026 à Villepinte, restera dans les mémoires. Jamais le salon parisien n'avait réuni autant d'exposants, autant de délégations officielles, autant de mètres carrés dédiés à l'industrie de la défense. Mais ce qui a marqué les esprits à Villepinte ne se mesurait pas en mètres carrés. C'est un changement de nature qui s'est confirmé sous les halls d'exposition : les pays ne se contentent plus de se **réarmer**, ils reconstruisent leurs **capacités industrielles de défense**.

Produire plus, produire vite

Pendant des décennies, les industries de défense ont fonctionné selon une logique relativement stable : des volumes limités, des équipements très sophistiqués et des cycles de production longs. La **guerre** en Ukraine a profondément remis en cause ce modèle.

Entré dans sa cinquième année, le conflit a transformé les besoins militaires en exigences immédiates. Obus, missiles, systèmes de défense aérienne, véhicules blindés ou capacités de guerre électronique : partout, les carnets de commandes se remplissent plus vite que les **chaînes de production**.

Le problème n'est plus budgétaire. Les membres de l'**OTAN** se sont engagés dans une trajectoire de hausse historique de leurs dépenses de défense. Le véritable défi est désormais industriel : produire davantage, plus rapidement et à des coûts soutenables. Désormais, au-delà des performances techniques des équipements proposés, les industriels mettent en avant leurs capacités de production, la sécurisation de leurs chaînes d'approvisionnement ou encore leur accès aux matières premières stratégiques.

Comme le résumait le général Philippe Le Carff sous-chef d'état-major « plans et programmes » de l'état-major de l'armée de terre française, lors d'une conférence tenue sur le salon : « *Le véritable enjeu n'est pas uniquement technologique, il est industriel, c'est-à-dire passer de l'innovation aux capacités concrètes aux mains des combattants.* »

Le drone, symbole d'une révolution plus large

S'il fallait retenir une image de cette édition 2026, ce serait celle du [drone](#).

Des mini-drones FPV (*First Person View*) coûtant quelques centaines d'euros aux systèmes autonomes de longue portée, ils occupaient une place centrale sur les stands comme dans les conversations. L'Ukraine a imposé une réalité désormais incontournable : un équipement peu coûteux peut neutraliser des matériels valant plusieurs millions d'euros. Le rapport coût-efficacité devient un critère aussi important que la sophistication technologique.

Mais la révolution dépasse largement la seule question des drones. **L'intelligence artificielle** s'impose comme un véritable multiplicateur de force : fusion de données en temps réel, aide à la décision, maintenance prédictive, détection de menaces en environnement brouillé. Les essaims de drones coordonnés ou les plateformes anti-drones pilotées par l'IA ne relèvent plus du prototype. Ils sont déjà déployés sur le terrain.

La souveraineté industrielle au cœur des débats

Cette révolution conduit naturellement à une interrogation centrale : qui produira les équipements de demain ?

La question est inconfortable pour l'Europe. Alors même que les États membres augmentent massivement leurs budgets militaires, une part importante des équipements acquis continue de provenir de fournisseurs non européens, essentiellement américains. Face à ce constat, Bruxelles multiplie les initiatives — [Fonds européen de défense](#), programme EDIP, instrument SAFE, plan ReArm Europe — toutes orientées vers le même objectif : reconstruire une base industrielle capable de réduire les dépendances stratégiques.

L'annonce de l'abandon du programme franco-germano-espagnol SCAF (l'avion de combat de nouvelle génération), quelques jours avant l'ouverture du salon, est venue rappeler les difficultés de l'exercice. Son échec illustre combien les intérêts industriels nationaux peuvent encore freiner les ambitions collectives.

De nouveaux entrants, de nouvelles règles

Eurosatory 2026 a confirmé une redistribution progressive des cartes à l'échelle mondiale. L'Ukraine en est l'exemple le plus saisissant. Transformé en **laboratoire militaire** par quatre années de guerre de haute intensité, le pays a développé un écosystème dynamique de start-ups spécialisées dans les drones, les logiciels militaires et l'IA. Une industrie née sous contrainte extrême, qui exporte désormais ses savoir-faire. La Turquie poursuit son ascension sur plusieurs segments technologiques. La Corée du Sud confirme son statut de puissance industrielle montante. La Pologne affiche des ambitions considérables, portées par l'un des programmes de modernisation militaire les plus importants d'Europe.

Le marché mondial de la défense devient plus concurrentiel, plus fragmenté. Les acteurs historiques conservent leur avance, mais ils composent désormais avec une **nouvelle génération d'industriels** particulièrement offensifs.

Le Luxembourg change d'échelle

Dans ce contexte de recomposition mondiale, la présence luxembourgeoise à Eurosatory prenait une signification particulière. **Vingt-sept exposants** sur le pavillon national, plusieurs autres en présence indépendante : une représentation record qui reflète une transformation bien réelle.

« L'objectif est de transformer l'effort de défense du pays en capacités industrielles renforcées, en innovation et en opportunités économiques pour nos entreprises »

[Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce]

Le Grand-Duché a franchi le seuil symbolique du **milliard d'euros** de dépenses annuelles de **défense**. Mais l'ambition va désormais bien au-delà du simple effort budgétaire. L'adoption, au printemps 2026, de la première stratégie nationale de défense industrielle marque un changement de nature. « *L'objectif est de transformer l'effort de défense du pays en capacités industrielles renforcées, en innovation et en opportunités économiques pour nos entreprises* », résumait Carlo Thelen, Directeur Général de la Chambre de Commerce, lors de l'inauguration du pavillon.

Les atouts du Grand-Duché sont identifiés et reconnus : communications satellitaires sécurisées avec [GovSat](#), cybersécurité, technologies spatiales, intelligence artificielle, matériaux avancés. La montée en puissance de l'association des entreprises luxembourgeoises de la défense, [LuxDefence](#), et la croissance du nombre d'entreprises actives dans le secteur témoignent d'une dynamique qui dépasse le stade des intentions.

Dans une Europe qui cherche à construire son autonomie stratégique, le Luxembourg a fait un choix clair : être un contributeur industriel, pas seulement un financeur.

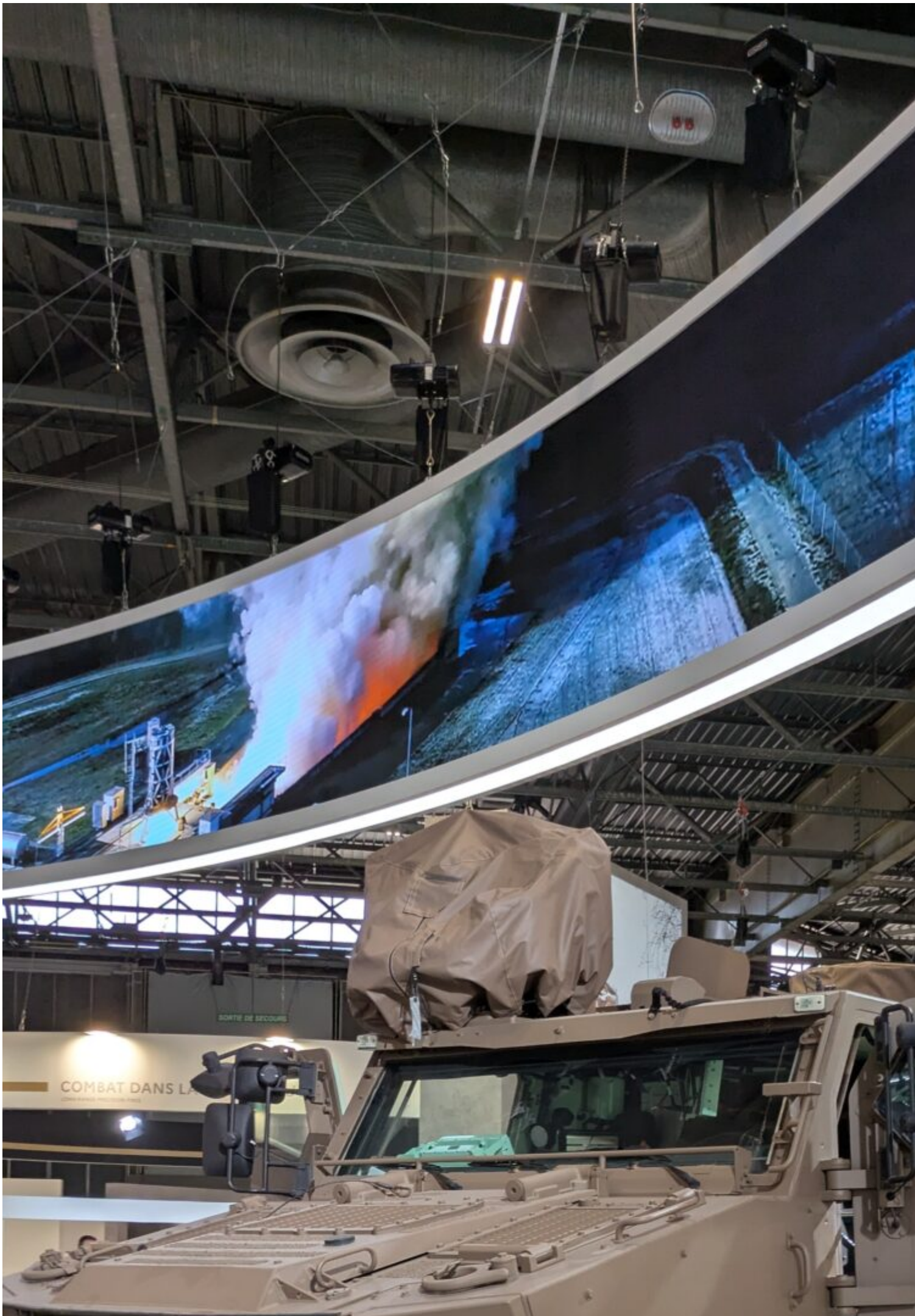
C'est peut-être là le principal enseignement d'Eurosatory 2026. Derrière les drones, les missiles et les démonstrations technologiques, c'est une nouvelle géographie industrielle qui émerge. La défense n'est plus seulement une affaire d'états-majors. Elle redevient un sujet de politique industrielle, d'innovation et de compétitivité.

Et le Luxembourg entend désormais y prendre toute sa place.



John
Cockerill







(crédit : Anthony Villeneuve/Chambre de Commerce)

(crédit : Anthony Villeneuve/Chambre de Commerce)

La délégation luxembourgeoise, plus étoffée que lors de la précédente édition, symbolise les efforts du pays en matière de défense (crédit : Maëlen Evain de Coatpont).